

Convention collective

**IDCC : 9142. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
DE L'HORTICULTURE, PÉPINIÈRES, ARBORICULTURE,
PRODUCTION DE FRUITS ET DE CHAMPIGNONS**

(Calvados)

(17 janvier 1991)

(Etendue par arrêté du 19 mai 1992,
Journal officiel du 2 juin 1992)

AVENANT N° 2 DU 23 SEPTEMBRE 2014

À L'ACCORD DU 25 SEPTEMBRE 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES

NOR : AGRS1497327M

Entre :

La FDSEA ;

Le syndicat des éleveurs de chevaux de sang de France ;

La FDCUMA ;

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes d'Ussy et du Calvados ;

Le syndicat des producteurs de fruits de Basse-Normandie ;

Le syndicat des producteurs de champignons du Calvados,

D'une part, et

Le SGA CFDT du Calvados ;

La CFTC-Agri ;

L'UD FO du Calvados ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions du 2 « Les salariés couverts » de l'article 1^{er} « Champ d'application » de l'accord sont remplacées par les suivantes :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à tous les salariés non cadres des entreprises visées au 1, sans condition d'ancienneté pour la garantie décès et à condition d'avoir une ancienneté continue de 6 mois et plus dans l'entreprise pour les autres garanties, à l'exclusion :

- des cadres ressortissant à la convention collective nationale du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire des cadres en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP et bûcherons-tâcherons ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert l'ancienneté requise. »

Article 2

Le deuxième alinéa du 2 « Montant de l'indemnisation » de l'article 5 « Garantie incapacité permanente » est modifié comme suit :

« Le salaire mensuel brut retenu pour le calcul des prestations complémentaires (pension d'invalidité ou rente d'accident du travail) correspond à 1/12 des salaires bruts des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Article 3

Le quatrième alinéa du a « Montant » de l'article 6 « Garantie décès » est modifié comme suit :

« Le salaire annuel brut retenu pour calculer le montant du capital décès est celui correspondant au salaire brut des 12 derniers mois précédant le décès ou, le cas échéant, l'arrêt de travail pour maladie ou accident et ayant donné lieu à cotisations. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

Article 4

Le troisième alinéa du 1 « Taux, assiette, répartition des cotisations » de l'article 8 « Cotisations » est modifié comme suit :

« Les cotisations décès sont dues dès le premier jour d'embauche. Les cotisations incapacité temporaire et permanente sont appelées après 6 mois d'ancienneté continus dans l'entreprise, l'ancienneté de 6 mois étant réputée acquise au premier jour du mois au cours duquel l'ancienneté de 6 mois est atteinte.

Les cotisations sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes : »

Article 5

L'article 8 précité est complété par un 4 « Suspension du contrat de travail », rédigé comme suit :

« En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence.

Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur.

Au plus tard à la date de la suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande auprès de l'organisme assureur et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante. »

Article 6

L'article 8 précité est complété par un 5 « Portabilité », rédigé comme suit :

« Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 2 du 23 septembre 2014).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir à l'organisme gestionnaire, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention des prestations, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 7

Le présent avenant entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application au 1^{er} janvier 2015 si son arrêté d'extension est publié au *Journal officiel* avant le 31 décembre 2014 ou, à défaut, à compter du premier jour du mois civil suivant cette publication.

Les dispositions de l'article 6 du présent avenant relatives à la portabilité entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale du Calvados de la DIRECCTE de Basse-Normandie.

Fait à Caen, le 23 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

DISPOSITIONS LÉGALES SUR LA PORTABILITÉ

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.